

Edito : vous avez entre les mains notre premier bulletin destiné aux agents de l'INSEE à Paris. Il paraîtra à un rythme (au moins) mensuel. Notre but est d'apporter des informations (spécifiques à l'INSEE ou plus générales) et des analyses que nous espérons utiles pour chacun. Nous faisons appel à chacun d'entre vous pour l'alimenter.

Fin de la RGPP ? Non, juste un changement de nom...

Le PS n'avait pas de mots assez durs contre la RGPP... Mais une fois arrivé au pouvoir, Hollande se contente de laisser le contenu et de changer les étiquettes : la RGPP devient la MAP (modernisation de l'action publique), la DGME (direction générale de la modernisation de l'état) devient le SGMAP, etc. Mais les suppressions de postes continuent, et vont même s'amplifier dans les ministères « non prioritaires » comme le nôtre ! Dans ses vœux, Tavernier explique : « il faut aussi que cette année 2013 soit mise à profit pour déterminer si nous pouvons continuer à relever tous les challenges avec des moyens tendanciellement décroissants et pour proposer le cas échéant des choix et des priorisations ». Non, monsieur Tavernier, nous refusons la baisse des effectifs, et encore davantage de réfléchir aux missions qu'on pourrait supprimer !

Hollande impopulaire ? Pas chez les patrons !

H.P. Keitel, dirigeant de la fédération patronale allemande de l'industrie, explique sans langue de bois : « lorsqu'un pays doit procéder à des réformes de politique économique, majeures il vaut mieux que le gouvernement ne soit pas d'une couleur politique qui le rende suspect d'être favorable aux entreprises (...) La France a la chance d'avoir une telle constellation politique, avec une large majorité pour entreprendre les réformes nécessaires. Cela me rend confiant » (Le Monde, 4 décembre).

Sirhius : un nouvel outil pour la direction et contre les agents

Sirhius regroupe dans une même application de données pour l'instant séparées : les heures et les absences (MaRHs-GTA), la paye (Girafe) et le dossier administratif (GIP). Mais le changement n'est pas que « technique » : la boîte qui vend le logiciel (HRAccess Solutions) assure que son logiciel sert à la « mesure de la performance comme aide à la décision ». D'ailleurs, La direction de l'Insee ne dit pas autre chose : « le manager verra son rôle renforcé : outre sa fonction de valideur, il disposera d'informations facilitant le pilotage de son équipe ». (Bulletin RH n°1, fev2012). La logique est claire : donner le maximum d'informations sur les agents aux chefs afin qu'ils en tirent le meilleur rendement.

Que se soit avec le déploiement de SOFT, la mise en place d'une unité de qualité totale ou l'entretien professionnel, Sirhius s'inscrit pleinement dans le processus de rationalisation du travail dans la fonction publique. La « transparence » (unilatérale d'ailleurs, de l'agent vers la hiérarchie) est, derrière une apparence naturelle et anodine, d'essence totalitaire ; elle vise à rendre impossible toute résistance : l'agent, mis en concurrence avec ses collègues, doit « jouer le jeu », même si certaines choses le rebutent, ou être marginalisé, et être foutu dehors quand la casse du statut – entamé par la loi de mobilité – le permettra. Dans cette logique, la structure n'est pas questionnable, et c'est l'agent qui doit s'adapter, se valoriser, mettre à jour ses compétences, etc.

Entretien professionnel : mesurer l'aptitude à « résister au stress »... quel cynisme !

L'entretien professionnel vise à évaluer la « valeur » des agents dans toutes ses dimensions : savoir-faire, mais aussi « savoir-être », « compétences relationnelles », et même (innovation des admirateurs du modèle « France Telecom ») l'aptitude à « résister au stress » ! Cynique et logique quand on cherche à mettre en place un « management de la qualité totale »...

Derrière le discours sirupeux et hypocrite qui a accompagné la mise en place de l'entretien professionnel, il y a une logique froide : celle d'augmenter la pression sur les agents pour augmenter l'intensité du travail et casser les solidarités collectives. Une logique à combattre et non à accompagner...

Suppression de Windows : la direction décide, les agents se débrouilleront !

Dans une note du 16 octobre, nous avons appris que l'INSEE supprimera en 2015 la suite « Windows Office », c'est-à-dire *Word*, *Excel* et *Power Point*. Quand il s'agit de faire des économies, la direction décide d'abord, et se préoccupe des conséquences après. Nous ne sommes pas des défenseurs zélés de l'utilisation Windows... Bien au contraire ! Néanmoins, les

logiciels libres ne sont pas en l'état substituables, et le basculement nécessiterait de réécrire complètement des macro très complexes, dans un contexte de suppression massive de postes (sans compter les problèmes de compatibilité avec les fichiers venant de l'extérieur). Mais la direction promet un « accompagnement au changement »... nous voilà rassurés !

Le scandale de la rémunération des agents recenseurs

Comme chaque année désormais, l'opération de recensement a repris ce mois-ci. Les agents recenseurs, recrutés par les mairies, n'ont pas la « chance » de bénéficier d'un salaire minimum : les mairies reçoivent certes une « dotation forfaitaire », mais elles ont toute liberté pour déterminer la rémunération des agents (depuis la fin du barème national en 1999). Du coup, on observe une très grande inégalité de rémunération des agents recenseurs (dont la plupart sont rémunérés en fonction du nombre de feuilles logements et de bulletins individuels remplis). **Des maires n'hésitent pas à rémunérer les agents très largement en**

dessous du Smic, sans d'ailleurs parfois leur communiquer les grilles de rémunération au préalable.

Cette situation d'extrême précarité et de surexploitation des agents recenseurs est une honte. Elle est permise par le fait que cette mission a été externalisée (au rabais), ce qui permet à la direction de l'INSEE de s'en laver les mains. Il faudrait au minimum qu'une grille nationale de rémunération soit mise en place avec une partie fixe correspondant au Smic et une partie variable en fonction du nombre d'imprimés remplis. Et qu'à terme, cette mission soit réintégrée dans le giron de l'INSEE.

Eurostat : le scandale grec

Depuis plusieurs mois, la Grèce est secouée par un énorme scandale. L'ensemble des (ex) membres du CA d'Elstat (l'autorité statistique grecque) à l'exception du directeur (qui vient du FMI) ont accusé en 2011 ce dernier d'avoir, sur ordre du gouvernement (et avec l'appui d'Eurostat et du FMI), gonflé le déficit 2009 en y incluant les déficits des entreprises publiques - afin de justifier les mesures d'austérité et l'arrivée de la 'troïka'. Le directeur d'Elstat a refusé d'expliquer d'où venait ce gonflement soudain du chiffre, et le ministre de l'économie a viré sur le champ ces statisticiens trop curieux. A l'époque, notre ancien directeur général (Jean-Philippe Cotis) s'était précipité pour voler au secours du gouvernement grec et saluer « *la crédibilité retrouvée des statistiques de finances publiques en Grèce* » (*Le Monde* du 8.12.2011).

Depuis, une procédure judiciaire est en cours. En 2011, nos collègues de Grèce avaient fait grève plusieurs jours, et avaient empêché le directeur d'Elstat (Georgiou) et ses conseillers d'entrer dans le bâtiment, ce qui avait retardé le travail avec la 'troïka'.

Le ministre de l'économie de l'époque (Papaconstantinou) est aujourd'hui au centre d'un autre scandale : il a enlevé ses amis de la « liste Lagarde » des riches grecs qui ont sorti leur argent en douce pour ouvrir un compte en suisse...

Eurostat : garde-à-vous devant le « statisticien en chef » !

La Commission européenne a pris une décision le 17 septembre 2012 concernant Eurostat (2012-504-UE). Au delà du blabla sur l'indépendance et la qualité, les articles 7, 8 et 12 proclament le directeur d'Eurostat « statisticien en chef » et lui confient tous les pouvoirs : il « *a la responsabilité exclusive de décider des processus, méthodes statistiques, normes et procédures, ou du contenu et du moment des communiqués statistiques* ».

Zoé Georganta, professeur et ex membre du CA d'Elstat, analyse ce processus de caporalisation : <http://minu.me/8op7> ; concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'un homme de confiance chargé de sanctionner les récalcitrants, c'est précisément ce qui s'est passé en Grèce.

Envie de participer à l'élaboration du bulletin ? De donner des informations ?

Une seule adresse : npainsee75@yahoo.fr

Site : <http://npainsee75.eklablog.com/>

NPA Paris 14^{ème} : <http://npaparis14.free.fr/>